

2. Le commerce mondial

Antoine Brawand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/897>
ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2001
Pagination : 165-191
ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Antoine Brawand, « 2. Le commerce mondial », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 20 | 2001, mis en ligne le 28 août 2012, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/897>

2. LE COMMERCE MONDIAL *

LA REPRISE ÉCONOMIQUE en Asie et le dynamisme de l'économie américaine ont stimulé le commerce mondial en 1999-2000. Cependant, la majorité des pays pauvres n'ont pas bénéficié de cette embellie.

Après l'échec de la Conférence ministérielle de Seattle, les membres de l'OMC ont entrepris les négociations sectorielles prévues antérieurement. Celles-ci portent principalement sur la poursuite de la libéralisation de l'agriculture et des services. En outre, les membres examinent la mise en œuvre de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et discutent de la révision de certaines dispositions. Les pourparlers avancent lentement. Plusieurs pays, dont la Suisse, cherchent à créer un consensus qui permettrait à la 4^e Conférence ministérielle de lancer un cycle étendu de négociations à la fin de l'année 2001.

D'autre part, l'OMC a examiné la politique commerciale de la Suisse. Les participants ont souhaité une libéralisation plus rapide de l'agriculture. La délégation suisse a rappelé les efforts déjà faits dans ce sens, ainsi que le caractère multifonctionnel de ce secteur.

Enfin, au cours de la période sous revue, la CNUCED a tenu sa 10^e session quadriennale de Bangkok. Les débats ont favorisé un rapprochement des positions entre le Sud et le Nord.

2.1. L'ÉVOLUTION DU COMMERCE MONDIAL

Après le ralentissement de 1998, la croissance de l'activité économique s'est accélérée. En 1999, la production mondiale a progressé de 2,5 % en volume et celle des échanges de 5 % (voir tableau 8). Ce mouvement s'explique par la reprise en Asie et la continuation d'une croissance élevée en Amérique du Nord. En 2000, la production mondiale a augmenté de plus de 4 % et les échanges d'environ 10 % en termes réels. L'élévation du taux de croissance du commerce mondial provient notamment de l'accélération des échanges de l'Union européenne. Il représente plus du double de l'année précédente et dépasse largement la moyenne de la décennie écoulée (6,5 %).

Tableau 8 : Croissance du volume des exportations et de la production* mondiales de marchandises, 1990-1999 (variations annuelles en pourcentages)

	1990-99	1996	1997	1998	1999
Exportations de marchandises	6.5	6.0	10.5	5.0	5.0
Production de marchandises	2.0	3.0	4.5	1.5	2.5

Source : OMC, *Statistiques du commerce international 2000*, tableau 1.1, p. 21.

* La production mondiale de marchandises ne comprend ni la construction ni les services. Cet agrégat diffère donc du PIB mondial.

* Par Antoine Brawand, chargé de cours à l'IUED.

Selon le Secrétariat de l'OMC, l'accélération des échanges en 1999-2000 s'explique surtout par la hausse de la production et des flux de capitaux.¹ Au cours de la décennie écoulée, le taux de croissance en volume des exportations mondiales de marchandises a représenté plus du triple de la progression de la production. Cette différence met en évidence l'intensification de la division internationale du travail. Les Etats-Unis ont bénéficié d'un afflux record de capitaux étrangers. Celui-ci a financé leur déficit de la balance des opérations courantes et a favorisé l'expansion spectaculaire de leurs importations. Cette stimulation de la croissance mondiale ne peut toutefois pas se poursuivre indéfiniment.²

La valeur des exportations mondiales de marchandises a atteint 5470 milliards de dollars en 1999, soit 3,5 % de plus qu'en 1998 (voir tableau 9). Selon l'OMC, les prix des biens faisant l'objet d'échanges internationaux ont baissé de 1,5 % en 1999. Une nouvelle chute du prix des produits agricoles et des produits manufacturés a largement compensé la remontée du prix des combustibles.

Les exportations mondiales de services commerciaux ont progressé de 1,5 %, atteignant 1350 milliards de dollars en 1999. Le commerce des services de voyages a augmenté de 2 %, pour s'établir à 440 milliards de dollars, alors que les exportations de services de transports et d'autres services commerciaux ont augmenté de 1 %. Par rapport à 1990, la valeur des exportations de services a augmenté annuellement de 6 %, soit un peu plus que celle des marchandises.³

Tableau 9 : Croissance de la valeur des exportations mondiales de marchandises et des services commerciaux (en milliards de dollars et en pourcentages)*

	Valeurs (milliards de dollars)		Variations annuelles (pourcentages)		
	1999	1990-99	1997	1998	1999
Marchandises	5470	5.0	3.5	-2.0	3.5
Services commerciaux	1350	6.0	4.0	1.0	1.5

Source : OMC, *Statistiques du commerce international 2000*, tableaux 1.3 et 1.4, p. 22 et *Communiqué de presse* du 24 novembre 2000, p. 2 (pourcentages révisés pour 1999).

* Les données relatives aux exportations de services commerciaux et aux exportations de marchandises ne sont pas entièrement comparables, essentiellement parce que les premières sont tirées des statistiques de la balance des paiements et les secondes des statistiques douanières.

L'examen de l'évolution sectorielle du commerce mondial révèle que la valeur des échanges de combustibles, de machines de bureau, d'équipements de télécommunications et de véhicules a progressé rapidement en 1999. En revanche, la valeur des échanges de produits primaires (à l'exception des combustibles), de textiles, de fer et d'acier a baissé.⁴ Ces disparités proviennent des variations de prix, sauf pour les articles manufacturés dont les prix ont légèrement diminué et pour le pétrole dont le prix est remonté de façon spectaculaire dès mars 1999. Il convient de rappeler à ce sujet la chute brutale du prix constatée l'année pré-

1. OMC, *Statistiques du commerce international 2000*, pp. 1-3.
2. Pour 2001, l'OMC a prévu un taux de croissance du commerce mondial d'environ 7 %. L'expansion serait donc moins rapide. Voir aussi : « 2001, l'année du ralentissement de la croissance mondiale », *Le Temps*, 13 décembre 2000.
3. OMC, *Statistiques du commerce international 2000*, p. 6 et *Communiqué de presse* du 24.11.2000, p. 2.
4. OMC, *Statistiques du commerce international 2000*, pp. 4-6.

cédente. Le prix moyen de 1999 correspond à celui de la période 1990-1997.⁵ En 2000, la hausse s'est poursuivie jusqu'en automne.

Le marché mondial des produits primaires (à l'exclusion du pétrole) a subi en 1999 les derniers contrecoups de la crise asiatique.⁶ Dans son *Rapport sur le commerce et le développement*, le Secrétariat de la CNUCED explique que malgré un certain redressement de la demande, les prix des produits de base ont généralement continué à baisser, à cause de l'importance des stocks accumulés et de l'augmentation excessive de la production.⁷ La chute globale des prix de 14 % en 1999 a fait tomber l'indice des prix des produits de base (hormis le pétrole) à son plus bas niveau depuis 1985. Elle a touché la plupart des produits et a affecté particulièrement les cours du cacao (-32 %), du sucre (-30 %), ainsi que des cuirs et des peaux (-28 %). Les cours des huiles végétales, du coton et du café ont baissé de 23 %. Le creux de la vague semble maintenant passé.

L'évolution des prix a bénéficié aux pays exportateurs de pétrole, tandis que la majorité des pays importateurs de combustibles et exportateurs de matières premières subissaient une détérioration brutale de leurs termes de l'échange. Les pays à faible revenu et les pays les moins avancés se trouvent généralement dans cette catégorie.

2.2. L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) APRÈS SEATTLE

□ *Un bilan controversé*

Après l'échec de la 3^e Conférence ministérielle de Seattle (30 novembre-3 décembre 1999), les observateurs se sont demandé : quels sont les gagnants et les perdants ? Cette question a donné lieu à de vives controverses.

L'équipe de rédaction de *Cyclope 2000*, dirigée par Philippe Chalmin, écrit à ce sujet : « les grands perdants du fiasco de Seattle... sont les pays du Tiers Monde ». Pourquoi ? « La réduction des tarifs douaniers des pays occidentaux en faveur des pays les moins avancés, celle des pics tarifaires ou des quotas textiles, [...] la libéralisation des échanges de produits agricoles, ont pris ainsi plusieurs années de retard [...] Dans le camp des gagnants on trouve toutes les vieilles industries manufacturières du Nord qui avaient tout à perdre d'une plus grande ouverture des marchés. Quant aux anti-OMC, à toutes les ONG qui avaient fait le siège de Seattle et qui ont ensuite chanté victoire, il n'est pas sûr qu'ils aient servi la cause qu'ils prétendaient défendre. »⁸

Le *Monde diplomatique* emploie aussi l'expression de « fiasco » de la conférence de l'OMC, mais ce qualificatif cinglant représente peut-être le seul point d'accord avec Philippe Chalmin. Pour la rédaction du périodique, « les vrais vainqueurs de Seattle sont les mouvements de citoyens, qui ont donné un coup d'arrêt à la prétention d'utiliser le commerce comme outil de déconstruction généralisé de tous les collectifs et les gouvernements du Sud qui,

5. *Idem*, tableau A.21 « Prix à l'exportation des produits primaires, 1989-2000 », p. 212.

6. Voir aussi *Annuaire Suisse-Tiers Monde 2000*, pp. 155-156.

7. CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement 2000*, pp. 33-35.

8. « Fiasco à Seattle », *Cyclope 2000 : Les marchés mondiaux*, Paris, Economica, 2000, p. 136.

indépendamment du bien-fondé de leurs positions, se sont affirmés comme des partenaires de plein droit pour l'avenir».⁹

Quant au Secrétariat de l'OMC, il affirme dans le *Rapport annuel 2000* que «malgré le revers de Seattle, les objectifs restent inchangés : continuer de négocier une libéralisation progressive du commerce international, mieux mettre le commerce au service du développement économique et de la lutte contre la pauvreté, confirmer le rôle central que doit jouer un système commercial fondé sur des règles et organiser l'OMC d'une manière qui tienne pleinement compte des besoins de tous les membres.»¹⁰

L'échec des négociations ne marque pas un retour au protectionnisme, selon le rapport. Par le passé, la crise financière asiatique aurait amené des gouvernements à se protéger des importations afin de soutenir la production nationale. Ils auraient tenté de faire supporter les coûts des ajustements par les concurrents étrangers. Une telle politique aurait entraîné des mesures de rétorsion et aggravé la récession. Par contre, la poursuite de la libéralisation des échanges a favorisé la sortie de la crise. Le Secrétariat de l'OMC y voit une confirmation de la solidité du système commercial multilatéral.¹¹

□ Activités de l'OMC en 2000

La suspension des pourparlers concernant le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales n'a pas bloqué les négociations sectorielles prévues antérieurement. Plusieurs accords de l'OMC indiquent des échéances pour la réalisation d'examen ou l'ouverture de négociations. L'expression «programme incorporé» (*built-in agenda*) de l'OMC sert à désigner ces travaux prescrits. Actuellement, les points suivants du programme incorporé sont en cours de réalisation :¹²

- *Agriculture* : négociations pour continuer à réduire progressivement les mesures de soutien et la protection. Les pourparlers ont débuté en mars 2000 (voir ci-après, section 3).
- *Services* : nouvelle série de négociations pour élever graduellement le niveau de la libéralisation. Les pourparlers ont débuté en février 2000 (voir section 4).
- *Propriété intellectuelle* : Examen d'exceptions à la brevetabilité des inventions portant sur les végétaux et les animaux. Premier examen bisannuel de la mise en œuvre de l'accord. Ces travaux ont commencé en 1999 et se sont élargis en 2000 (voir section 5).

L'OMC a aussi entrepris l'évaluation du Mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC), ainsi que des discussions sur le fonctionnement de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

9. Introduction à l'article de Susan George : «Seattle, le tournant. Comment l'OMC fut mise en échec». *Le Monde diplomatique*, janvier 2000, pp. 4-5.

10. OMC, *Rapport annuel 2000*, p. 26.

11. *Idem*, p. 24.

12. Voir les principaux points du programme incorporé (pour la période 1995-2004) dans : *Un commerce ouvert sur l'avenir*. Genève, OMC, 2^e éd. rév., juillet 2000, p. 44.

Cependant, les oppositions et la méfiance attisées par l'échec de Seattle ralentissent les travaux. En outre, les négociateurs tiennent certaines concessions en réserve afin de conserver une monnaie d'échange en vue du futur cycle de négociations. Ils insistent particulièrement sur les questions de procédure. La transparence des pourparlers et la participation des pays pauvres en sont affectées, malgré les efforts d'information du secrétariat.¹³

Les pays en développement estiment que les discussions concernant l'accès aux marchés (produits agricoles et textiles notamment) ont été particulièrement décevantes. De leur côté, les pays développés demandent à leurs interlocuteurs du Sud la levée des obstacles aux investissements étrangers et une protection effective de la propriété intellectuelle.

Tout le monde reconnaît par contre le rôle croissant de la procédure de règlement des différends. Selon le Secrétariat de l'OMC, cette évolution témoigne de la confiance des membres dans le système d'arbitrage. En 1999, l'Organe de règlement des différends (ORD) a reçu 30 nouvelles demandes de consultation et de janvier à novembre 2000, une trentaine de plus, ce qui porte le total à plus de 210 depuis 1995.¹⁴ Beaucoup de pays en développement estiment toutefois que la procédure est trop longue et trop coûteuse, que les compensations accordées sont insuffisantes et que les sanctions autorisées contre de grandes puissances commerciales sont inefficaces.¹⁵

Enfin, de nouveaux pays ont rejoint l'OMC : l'Estonie, la Géorgie, la Jordanie, l'Albanie, Oman, la Croatie et la Lituanie. En décembre 2000, l'organisation comptait 140 membres.¹⁶ Leur commerce extérieur représentait plus de 90 % des échanges internationaux. Cependant, 28 pays négociaient encore leur accession, dont la Chine, le « territoire douanier distinct » de Taiwan, la Fédération de Russie, l'Ukraine, l'Arabie saoudite et le Vietnam. L'universalisation du système commercial multilatéral ne sera accomplie qu'avec l'accession de ces pays.

La Chine a terminé ses négociations bilatérales avec les Etats-Unis en novembre 1999, avec l'Union européenne en été 2000 et avec la Suisse en septembre 2000. L'accession de la Chine devrait avoir lieu en 2001, après la conclusion des négociations multilatérales.¹⁷ Le conseiller fédéral Pascal Couchepin a indiqué que « la Suisse profitera de l'ouverture commerciale de la Chine dans divers secteurs, dont les banques et les assurances, les machines, les produits chimiques et pharmaceutiques et les montres ».¹⁸

□ Vers la 4^e Conférence ministérielle

La Conférence ministérielle se réunit au moins une fois tous les deux ans. La prochaine devrait donc avoir lieu avant la fin de 2001. En décembre 2000, le Conseil général n'était pas encore parvenu à s'entendre sur la date précise, le lieu et l'ordre du jour.

13. Les négociations se déroulent souvent dans des groupes et des sous-groupes. Les pays qui n'ont que quelques représentants (parfois un seul) sont désavantagés.

14. OMC, *Rapport annuel 2000*, p. 25, et information reçue du Secrétariat de l'OMC.

15. *The WTO Multilateral Trade Agenda and the South*. Geneva, The South Centre, December 1998, pp. 43-45.

16. Sans compter la Lituanie qui n'avait pas encore ratifié l'accord d'accession.

17. « La Chine s'apprête à entrer de plain-pied dans l'économie de marché », *Le Temps*, 9.11.2000.

18. Accord Suisse – Chine dans le cadre de l'accession de la Chine à l'OMC. Berne, Seco, *Communiqué de presse*, 26.9.2000. <http://www.fwsrvg.bfi.admin.ch.html>.

Appuyé principalement par l'Union européenne, le Secrétariat de l'OMC souhaite que la conférence décide enfin l'ouverture d'un cycle complet de négociations. A la Conférence des ministres africains du commerce réunis à Libreville (Gabon) du 13 au 15 novembre 2000, Mike Moore, directeur général de l'OMC, a beaucoup insisté sur ce point.¹⁹ Cependant, les délégués de l'Égypte, de Maurice, du Kenya, de la Zambie, du Botswana et de la Mauritanie ont annoncé qu'ils ne signeraient pas une déclaration finale qui demanderait l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations. La mise en œuvre des accords déjà conclus devrait d'abord être achevée.²⁰

De même que l'Union européenne, la Suisse cherche à créer un consensus en faveur du lancement d'un cycle de négociations en 2001. Le conseiller fédéral Pascal Couchepin a dit que le programme de négociations devra être assez large afin d'intéresser tous les membres de l'OMC.²¹ Les négociations en cours sur les services, l'agriculture et les indications géographiques²² seront comprises dans le programme. Pour que le plaidoyer en faveur de l'ouverture des marchés soit crédible aux yeux des pays en développement, il faudra approfondir la libéralisation du commerce des textiles et discipliner les instruments de défense commerciale (mesures antidumping notamment).²³

Quant aux ONG suisses, elles estiment que si les opposants à un «Millennium Round» ont contribué à bloquer ce projet, ils n'ont pas pour autant obtenu le «Development Round» qu'ils revendiquaient.²⁴ Elles exigent une réforme de l'OMC favorisant la prise en compte des intérêts de tous les pays membres. Il faut reconnaître sérieusement les difficultés que les pays pauvres rencontrent au moment de la mise en œuvre des accords. Les pays riches doivent tenir leurs promesses concernant l'ouverture de leurs marchés (produits agricoles et textiles notamment, accès total pour les pays les moins avancés). Ils doivent renforcer considérablement la coopération technique liée au commerce (*capacity building*). En l'absence de consensus favorable à l'ouverture d'un cycle complet de négociations, la 4^e Conférence ministérielle fera le point sur l'avancement des pourparlers en cours et prévus dans le cadre du programme incorporé de l'OMC.

2.3. NÉGOCIATIONS SUR L'AGRICULTURE

Les négociations concernant la poursuite du processus de réforme de l'agriculture se sont ouvertes en mars 2000, dans le cadre de sessions extraordinaires du

19. Libreville 2000 : Réunion des ministres africains chargés du commerce, 13-15.11.2000. <http://www.itd.org/libreville/libreville.htm>

20. «African Trade Ministers divided on new Round», *Bridges Weekly Trade News Digest*, 22.11.2000.

21. COUCHEPIN P., «Déclaration sur le renforcement du système commercial multilatéral», Paris, Conférence ministérielle de l'OCDE, 26-27.6.2000, 2 p.

22. La question des indications géographiques représente un élément des négociations sur les droits de propriété intellectuelle. Cf. section 5 ci-dessous.

23. La Suisse a proposé une dizaine de thèmes pour un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales. Cf. *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein. Rapport du Gouvernement suisse*. Genève, OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, 6.11.2000, pp. 10-12.

24. Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses, Le Sommet ministériel de l'OMC à Seattle. *Fact sheet*, 2 p. Coordination Suisse – OMC, Négociations sectorielles en cours à l'OMC: la Suisse a-t-elle tiré les leçons de Seattle? Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000, 3 p.

Comité de l'agriculture. L'engagement de ces négociations était prévu dans l'Accord sur l'agriculture, à l'article 20.

□ *Rappel concernant l'Accord sur l'agriculture*²⁵

La moitié de la population mondiale travaille dans l'agriculture. Ce secteur économique représente plus de 8 % (500 milliards de dollars) du commerce mondial de biens et de services.²⁶

L'Accord sur l'agriculture de l'OMC, négocié dans le cadre du Cycle d'Uruguay de 1986 à 1994, a constitué une étape importante dans l'élimination progressive des distorsions dans le secteur agricole et le renforcement de la concurrence. Les gouvernements membres de l'OMC ont pris des engagements spécifiques pour améliorer l'accès aux marchés. Ces engagements devaient se concrétiser, à partir de 1995, sur une période de six ans pour les pays développés et de dix ans pour les pays en voie de développement. Le programme prévoyait la réduction des subventions à l'exportation, des droits de douane à l'importation et des mesures de soutien interne lorsque celles-ci faussent les échanges. Les contingents et autres obstacles non tarifaires aux importations de produits agricoles devaient être remplacés par des droits de douane assurant un degré de protection équivalent.

Une certaine souplesse était prévue dans la mise en œuvre des engagements : les gouvernements étaient autorisés à aider leur secteur rural mais par des mesures aussi neutres que possible sur le niveau des échanges. Les pays en développement n'étaient pas tenus de réduire autant que les pays développés leurs subventions ou leurs droits de douane. Des dispositions spéciales avaient aussi été prises en faveur des pays importateurs nets de produits alimentaires et des pays les moins avancés.

□ *Lacunes et critiques de l'accord*

Le Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD)²⁷ a publié une analyse de Bhagirath Lal Das, autrefois représentant permanent de l'Inde auprès du GATT.²⁸ L'auteur estime que le Cycle d'Uruguay a eu des résultats déséquilibrés et a créé des injustices. Dans les pays développés, les droits de douane sur certains produits agricoles sont très élevés, équivalant à une interdiction d'importation dès que les contingents tarifaires sont dépassés.

Techniquement, les grands pays développés ont rempli leur obligation de réduction du soutien interne mais en réalité le montant de la subvention s'est accru. Dans le cadre de l'accord, chaque pays a calculé sa mesure globale de soutien (MGS) pour la période de base (taux moyen annuel de 1986 à 88) et l'a réduite

25. *Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques.* Genève, GATT, 1994, pp. 40-57. WTO, *Agriculture*, Geneva, The WTO Agreements Series, vol. 3, 2000, 63 p.

26. « Négociations de l'OMC sur les services et l'agriculture ». Genève, OMC, *Communiqué de presse*, n° 167, 7.2.2000, pp. 1-2.

27. International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

28. « Négociations sur l'agriculture et les services à l'OMC : propositions pour les pays en développement ». *Passerelles*, octobre-novembre 2000, pp. 1-2 et 13-14.

d'année en année, mais il existe des subventions qui n'entrent pas dans le calcul de la MGS et échappent aux engagements de réduction. La MGS des grands pays développés a diminué tandis que le niveau des subventions bénéficiant d'exemptions a augmenté si fortement que le soutien interne total a connu une hausse très importante.²⁹

En matière de subventions à l'exportation, les pays développés s'étaient engagés à réduire les dépenses budgétaires de 36 % et la quantité totale des exportations subventionnées de 21 % mais certains pays ont obtenu des dérogations quant au niveau de référence ce qui a diminué l'impact de ces mesures.

La plupart des pays en développement n'avaient pas d'obstacles non tarifaires à convertir en droits de douane équivalents. Par conséquent, ils n'ont pas pu introduire des droits de douane élevés par le processus de tarification. Ils ne fournissent pas non plus à leur secteur agricole beaucoup de soutiens internes ou de subventions à l'exportation. En cas de problème grave, ils ne peuvent pas protéger leur production interne en utilisant la clause de sauvegarde spéciale car celle-ci est réservée aux pays qui ont converti leurs obstacles non tarifaires en équivalents tarifaires.³⁰

Les critiques formulées par les ONG internationales (et suisses) peuvent se résumer comme suit: l'Accord sur l'agriculture est fondé essentiellement sur des considérations commerciales et ne tient pas compte des autres fonctions du secteur. Celles-ci constituent actuellement un des principaux thèmes de débat dans le cadre des nouvelles négociations.

□ *Principaux groupes d'intérêts*³¹

Dans les négociations en cours, il est possible de distinguer différents groupes de pays qui défendent des intérêts spécifiques: les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, les pays développés importateurs nets de produits alimentaires, les pays les moins avancés, les petites économies insulaires, les pays dont les autorités considèrent que le secteur agricole remplit des fonctions autres que d'ordre commercial, les pays dont les intérêts sont essentiellement axés sur l'exportation, etc.

Deux approches correspondent aux enjeux principaux des négociations:

- une approche axée essentiellement sur les marchés extérieurs est défendue par les pays dont les intérêts sont focalisés sur l'exportation. Ils veulent un système de commerce des produits agricoles régi par les mêmes disciplines que le commerce dans son ensemble, avec peu ou pas de prise en compte des considérations non commerciales.
- l'approche des pays dont la politique agricole vise la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement ou d'autres objectifs sociaux et non commerciaux auxquels l'article 20 fait référence et qu'une orientation exclusive sur les marchés extérieurs ne permet pas d'atteindre.

29. *Idem*, p. 2.

30. *Idem*, pp. 2 et 13.

31. Voir *Note sur les préoccupations non commerciales*. Communication présentée à la 3^e session extraordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC par la Barbade, (24 membres, dont la Communauté européenne et la Suisse). Genève, OMC, 22.9.2000, pp. 5-6. G/AG/NG/W/36.

Selon la première approche, l'agriculture n'a pas de caractéristique spécifique par rapport à d'autres secteurs (c'est *grosso modo* la position du Groupe de Cairns). La seconde attribue à l'agriculture des externalités positives et des biens publics spécifiques (c'est *grosso modo* la position de l'Union européenne, du Japon, de la Corée du Sud, de la Norvège et de la Suisse, notamment).

□ *Position du Groupe de Cairns*

Les pays membres du Groupe de Cairns ont exposé leur position à maintes reprises et ils l'ont rappelée à l'occasion de la 3^e session spéciale du Comité de l'agriculture³². Ils soulignent que l'agriculture reste le secteur le plus subventionné de l'économie mondiale et que c'est seulement un petit groupe de pays riches qui pratiquent le soutien interne intensivement et créent ainsi des distorsions dans les échanges. Ce soutien fait baisser les prix et crée une concurrence déloyale pour les producteurs efficaces et non subventionnés, notamment ceux des pays en développement.

A la fin de la période de mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture et bien qu'ayant rempli leurs engagements de réduction, l'Union européenne, le Japon et les Etats-Unis fournissent encore, à eux trois, 110 milliards de soutien «orange».³³ A ce montant viennent s'ajouter les paiements illimités des catégories bleue et verte. Le Groupe de Cairns demande que seules les mesures de soutien appartenant à la catégorie verte restent autorisées et que leur innocuité en matière de distorsion commerciale soit vérifiée. Son but est l'élimination de toutes les formes de soutien faussant les échanges et la production. Il demande aussi que les engagements soient pris dorénavant sur une base désagrégée afin que les réductions touchent bien tous les produits agricoles.

□ *Position de la Suisse*

Du 1^{er} au 3 juillet 2000 s'est tenue à Ullensvang (Norvège) une conférence internationale consacrée à la multifonctionnalité de l'agriculture.³⁴ Les organisateurs étaient la Commission européenne, le Japon, Maurice, la Norvège, la Corée et la Suisse. Les pays invités comprenaient des pays du Sud et du Nord, des économies en transition, ainsi que des petits pays insulaires et des PMA. Selon le communiqué du Seco,³⁵ les représentants des 40 pays participants sont convenus que chaque pays a le droit souverain de poursuivre sa propre politique agricole dans le contexte de ses engagements internationaux, y compris dans ses objectifs non économiques, tels que la contribution au développement rural, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement et que ces objectifs ne peuvent pas être atteints par les seules forces du marché. Le résultat de cette conférence, la reconnaissance du rôle spécifique de l'agriculture – rôle également mentionné dans la Constitution fédérale (article 104) – s'avère particulièrement important dans le contexte de la négociation agricole à l'OMC.

32. *Statement by Australia introducing the Cairns Group proposal on Domestic Support*. 3^e session extraordinaire du Comité de l'agriculture de l'OMC Genève, 5.10.00. G/AG/NG/W/40.

33. Voir définition des catégories de soutien interne dans l'encadré ci-dessous.

34. «OMC/Agriculture : Conférence internationale sur la multifonctionnalité.» *Communiqué de presse*, Berne, Seco, 3.7.2000, 1 p. + annexe, 3 p.

35. *Idem*.

Selon le document de travail présenté par la Suisse lors de cette conférence,³⁶ la question à traiter est de savoir si les dispositions actuelles de l'Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay sont suffisantes pour laisser l'agriculture jouer pleinement son rôle spécifique et pour satisfaire les objectifs multiples qui lui sont assignés par les sociétés.

La Suisse (et les participants à la conférence d'Ullensvang) estime que l'agriculture a des spécificités :

- ❑ Du point de vue de l'utilisation des sols, les activités agricoles ont créé à travers les siècles des paysages comportant une grande variété d'habitats semi-naturels et d'espèces dépendantes du maintien de l'agriculture. L'intensification de celle-ci et l'abandon progressif de certaines terres pourraient compromettre des valeurs importantes sur le plan de la nature et de la culture.
- ❑ La demande de produits alimentaires augmente avec l'accroissement de la population mondiale et pour la satisfaire, il faut préserver le potentiel productif même dans les zones où la productivité n'est pas optimale. Redémarrer l'exploitation dans un contexte modifié peut s'avérer difficile.
- ❑ L'agriculture produit des externalités positives et des biens publics, il y a une demande sociale pour des aménités non marchandes produites par l'agriculture comme la protection des ressources naturelles, les paysages ruraux, les zones de loisirs ou la biodiversité. Le public prend davantage conscience de la valeur de l'agriculture à mesure que ses externalités positives se raréfient ou sont menacées de disparaître.
- ❑ L'agriculture est un élément clé dans le développement d'autres secteurs. Dans les pays du Sud, le secteur agricole joue un rôle important sur le plan de l'emploi et de la production locale destinée à la consommation intérieure.

Dans l'Accord sur l'agriculture, les membres de l'OMC ont reconnu que le processus de libéralisation progressive des échanges doit tenir compte des considérations non commerciales et du traitement spécial et différencié pour les pays en développement.³⁷ De ce fait, ils admettent l'existence de différentes agricultures et politiques agricoles ainsi que le droit de chaque pays membre à préserver son secteur agricole. Une ouverture trop brutale des marchés des denrées alimentaires de base risquerait de décourager la production locale dans les pays où les producteurs sont moins compétitifs et dans ceux qui ont à la fois des structures de production fragiles et des niveaux de revenu faibles. Or la production intérieure doit être maintenue à un certain niveau afin d'assurer la sécurité alimentaire.

Selon le point de vue de la Suisse, il est nécessaire que l'OMC continue dans la voie d'un traitement spécifique des questions agricoles.

36. «Les caractéristiques spécifiques de l'agriculture et la nécessité de traiter l'agriculture à part dans le cadre de l'OMC.» *Conférence internationale sur les considérations autres que d'ordre commercial dans le secteur de l'agriculture*. Ullensvang (Norvège), 2-4.7.2000. Document de travail n° 1 présenté par la Suisse, pp. 3-10. <http://www.landbruk.dep.no/ntc/>

37. Accord de Marrakech instituant l'OMC, Préambule, et Accord sur l'agriculture, article 20.

Agriculture : quelques définitions

Catégorie (box):

Se rapporte aux mesures de soutien interne.

- ❑ *Catégorie verte*: Mesures de soutien considérées comme ne faussant pas les échanges et donc autorisées sans restriction.
- ❑ *Catégorie bleue*: Mesures de soutien liées à la production autorisées, sous réserve de limitations de la production et n'ayant par conséquent qu'un effet de distorsion minimal sur les échanges.
- ❑ *Catégorie orange*: Mesures de soutien considérées comme faussant les échanges et donc soumises aux engagements de réduction.

Distorsion:

Situation dans laquelle les prix et la production sont supérieurs ou inférieurs aux niveaux qui existaient normalement sur un marché concurrentiel.

Groupe de Cairns:

Groupe de pays exportateurs de produits agricoles qui se sont mobilisés en faveur de la libéralisation des échanges dans ce secteur. Il a été constitué en 1986 à Cairns (Australie) juste avant le lancement des négociations du Cycle d'Uruguay. Il est composé des pays suivants: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Fidji, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Philippines, Thaïlande et Uruguay.

Multifonctionnalité:

Concept selon lequel l'agriculture a de nombreuses fonctions, outre la production d'aliments et de fibres; par exemple la protection de l'environnement, la préservation des paysages, l'emploi rural, etc.

Programme de réforme:

Programme visant à réduire les subventions et la protection, et autres réformes au titre de l'Accord sur l'agriculture.

Sécurité alimentaire:

Concept qui décourage l'ouverture du marché intérieur aux produits agricoles étrangers en vertu du principe selon lequel un pays doit autant que possible répondre lui-même à ses besoins alimentaires de base.

Soutien interne:

Comprend toute mesure qui a pour effet de maintenir les prix à la production à des niveaux supérieurs à ceux du commerce international. Versements directs aux producteurs, mesures de réduction du coût des facteurs de production et du coût de la commercialisation qui ne sont prises qu'en faveur de la production agricole.

Source: *Libreville 2000 : Réunion des ministres africains chargés du commerce*, 13-15 novembre 2000. Documentation diffusée par le Centre du commerce et du développement de la Banque mondiale et de l'OMC. Notes d'information: Glossaire du dossier de presse. <http://www.itd.org/libreville/libreville.htm>

❑ *Position des organisations non gouvernementales suisses*³⁸

Les ONG suisses suivent attentivement les négociations sur l'agriculture et prennent régulièrement position. Elles estiment que l'accord est déséquilibré sous sa forme actuelle. Elles relèvent notamment les déséquilibres suivants:

- les pays occidentaux n'ont pas réellement ouvert leurs marchés,

38. Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses, OMC: Accord sur l'agriculture. *Fact sheet*, 3 p. Coordination Suisse – OMC, Commerce agricole. Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000, 3 p.

- les subventions restent élevées et les excédents sont bradés dans les pays pauvres au détriment de l'agriculture locale, alimentaire, mais il se limite en réalité à libéraliser les échanges agricoles,
- les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires n'ont bénéficié à ce jour d'aucune mesure de compensation des effets négatifs de l'accord, malgré les promesses.
- le commerce des produits agricoles transformés est de plus en plus dominé par quelques multinationales et les agriculteurs sont réduits au rôle de sous-traitants.

En conséquence, la Communauté de travail des œuvres d'entraide exige que l'évaluation de l'accord précède de nouvelles libéralisations agricoles. Les pays pauvres doivent pouvoir protéger leur production pour assurer leur sécurité alimentaire et accéder librement aux marchés occidentaux. Les pays pauvres importateurs nets de denrées alimentaires doivent recevoir des compensations lorsqu'ils subissent des hausses de prix consécutives à la réduction des subventions agricoles. Enfin, la structure mondiale des marchés agro-alimentaires devrait être analysée, contrôlée et réglemée au niveau mondial.

2.4. NÉGOCIATIONS SUR LES SERVICES

Les négociations sur la poursuite de la libéralisation des services ont commencé fin février 2000 dans le cadre de sessions extraordinaires du Conseil du commerce des services. La tenue de ces pourparlers avait été décidée en 1994, à l'issue du Cycle d'Uruguay, et mentionnée explicitement dans l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Selon l'article 19 de cet accord, alinéa 1, « les membres engageront des séries de négociations successives, qui commenceront cinq ans au plus tard après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et auront lieu périodiquement par la suite, en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisation. » L'alinéa 4 précise que ce processus « sera poursuivi à chacune de ces séries de négociations, par voie de négociations bilatérales, plurilatérales ou multilatérales destinées à accroître le niveau général des engagements spécifiques contractés par les membres ». ³⁹

□ Importance du commerce des services

Les services emploient près de 30 % de la population active du monde. Dans les pays à faible revenu, la part des services est passée de 30 % du produit intérieur brut en 1980 à 38 % en 1998. Dans les pays à revenu intermédiaire, cette part est montée de 46 % à 56 % et dans les pays à revenu élevé de 59 % à 65 %. ⁴⁰

En ce qui concerne le commerce extérieur, les services commerciaux ont atteint près de 20 % des exportations mondiales de biens et de services. La part est plus élevée pour les Etats-Unis (27 %) et l'Union européenne (21 %), mais plus faible pour le Japon (13 %), l'Amérique latine (15 %) et les pays en développe-

39. *Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques.* Genève, GATT, 1994, pp. 363-4.

40. Chiffres de la Banque mondiale cités dans « Négociations de l'OMC sur les services et l'agriculture ». Genève, OMC, *Communiqué de presse*, no 167, 7.2.2000, pp. 1 et 10.

ment d'Asie (15 %).⁴¹ Ces chiffres montrent que les négociations sur les services intéressent tous les partenaires commerciaux, particulièrement les Etats-Unis et l'Union européenne.

❑ *L'Accord général sur le commerce des services (AGCS)*

L'AGCS se compose de trois éléments : le texte de l'accord, les annexes, ainsi que les listes nationales qui indiquent les engagements pris par les pays membres et les exemptions dont ils bénéficient. Des négociations complémentaires menées après la conclusion du Cycle d'Uruguay ont abouti à des accords sectoriels (appelés « protocoles ») en 1995 et en 1997. Les négociations entreprises en février 2000 devraient aboutir à de nouveaux engagements, à la réduction des exemptions et à l'adoption de règles dans de nouveaux domaines.

L'AGCS s'applique à l'ensemble des services commerciaux.⁴² L'article premier, alinéa 2, définit ceux-ci comme étant la fourniture de services :

- d'un pays à l'autre (par ex. transmission de données),
- aux consommateurs venant de l'étranger (par ex. touristes),
- par un fournisseur de services étranger, grâce à une présence commerciale (par ex. conseils financiers),
- par des personnes physiques (par ex. consultants).

Le Secrétariat de l'OMC a défini 12 secteurs de services et un nombre croissant de sous-secteurs.

L'AGCS contient des règles générales :

- L'égalité de traitement pour les fournisseurs de services provenant d'un pays membre de l'OMC (selon la clause de « la nation la plus favorisée »). Cependant, les membres ont pu mentionner des exceptions dans les listes annexées à l'AGCS.
- L'égalité de traitement pour les étrangers et les ressortissants nationaux (selon la clause du « traitement national »). Cette règle s'applique seulement lorsqu'un pays a pris un engagement spécifique.
- Les gouvernements doivent publier les lois et les règlements concernant les services visés par des engagements spécifiques. Ils doivent créer des points d'information au sein des administrations.
- La reconnaissance des systèmes de qualification de services étrangers (par ex. diplômes professionnels) ne doit pas être discriminatoire.
- Les gouvernements ne doivent pas restreindre les transferts de fonds nécessaires au commerce international de services.

L'AGCS comprend les annexes suivantes : exemptions au traitement de la nation la plus favorisée, mouvements des personnes physiques fournissant des services, transports aériens, services financiers, négociations sur les transports maritimes, télécommunications et négociations sur les télécommunications de base.

41. OMC, *Statistiques du commerce international*, tableaux I.7 et I.8, pp. 25 et 26.

42. Les services fournis « dans l'exercice du pouvoir gouvernemental » (appelés pour simplifier « services gouvernementaux ») ne sont pas compris. Il s'agit de « tout service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services ». AGCS, article I, alinéa 3.

Les listes nationales d'engagements de libéralisation annexées à l'AGCS définissent les conditions et les restrictions de l'accès aux marchés des services (cf. article 16 de l'accord), ainsi que les conditions et les réserves concernant le traitement national (cf. article 17). Les indications mentionnées sur les listes sont classées selon le mode de fourniture des services. Elles s'appliquent à l'ensemble des services ou seulement à certains. Lorsqu'une rubrique ne comporte pas de restrictions, cela signifie que le pays s'est engagé à ne pas en introduire ultérieurement. Lorsqu'elle en comporte, les restrictions ne peuvent plus être renforcées unilatéralement. Les pays avaient la possibilité de maintenir leur liberté d'action en ajoutant la mention « engagement non consolidé ». Pour retirer des avantages de ce système et minimiser les coûts des concessions faites aux partenaires commerciaux, les négociateurs devaient bénéficier de l'appui de nombreux experts. Peu de pays en développement possédaient cet atout.

Les pays avaient aussi la possibilité de faire des réserves concernant l'application de la clause de la nation la plus favorisée (cf. article 2 de l'accord et annexe sur les exemptions des obligations énoncées dans cet article). Les mesures incompatibles avec cette règle devaient également être mentionnées sur une liste. Les exemptions sont temporaires. Le Conseil du commerce des services les réexamine actuellement. Elles devraient disparaître vers 2005. A ce moment, la clause de la nation la plus favorisée régirait le commerce des services comme elle régit aujourd'hui le commerce des marchandises.

□ *Poursuite de la libéralisation du commerce des services*⁴³

Des négociations sectorielles prévues dans les annexes de l'AGCS ont eu lieu, comme mentionné plus haut, après l'entrée en vigueur des Accords de l'OMC. Ces négociations ont abouti à l'adoption des protocoles suivants (années d'entrée en vigueur entre parenthèses) :

- services financiers : liste des exemptions de la clause de la nation la plus favorisée (1996) ;
- mouvements des personnes physiques fournissant des services : engagements spécifiques (1996) ;
- télécommunications de base : engagements spécifiques (1998) ;
- services financiers : engagements spécifiques (1999) ;

Les négociations sur l'ensemble des services commerciaux entamées en février 2000 ont pour but de lancer une nouvelle étape du processus de libéralisation des services. Le Conseil du commerce des services tient des sessions extraordinaires tous les deux ou trois mois. Il a commencé par établir des lignes directrices et des procédures de négociation. Les membres de l'OMC doivent remettre des propositions de révision de leurs listes d'engagements. A partir de mars 2001, ces propositions seront négociées sur les plans bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux.

D'autre part, le Conseil du commerce des services a procédé à des échanges d'informations concernant les exemptions au traitement de la nation la plus favorisée. Il déterminera si les conditions qui ont rendu les exemptions néces-

43. <http://www.wto.org/> – trade topics/services/negotiations – WTO news/2000 news.

saies existent encore. Les exemptions ne devraient pas s'étendre au-delà de 2005.⁴⁴

Enfin, des pays en développement⁴⁵ ont proposé l'adjonction d'une annexe relative au tourisme. Ils estiment que la libéralisation doit s'étendre aux services situés en amont de la filière touristique (transports aériens, systèmes de réservation électronique, etc.).

Le Conseil du commerce des services coordonne aussi les négociations qui se déroulent dans quatre organes subsidiaires :

- ❑ Le *Comité des engagements spécifiques* a adopté en avril 2000 les procédures à suivre afin de rectifier et d'améliorer les listes d'engagements. Il a aussi approuvé le projet de format des listes électroniques. Celles-ci seront gravées sur CD-ROM et, ultérieurement, accessibles par l'Internet. A l'avenir, vu le volume croissant des informations, la totalité des engagements pris par les gouvernements pourront seulement être consultés à l'aide d'un ordinateur.
- ❑ Le *Comité des services financiers* a discuté une proposition australienne d'élaborer des disciplines dans le domaine des réglementations financières. Il a pris contact avec les organisations internationales compétentes dans ce domaine.
- ❑ Le *Groupe de travail de la réglementation intérieure* travaille actuellement à l'élaboration des disciplines concernant les qualifications, les normes techniques et les licences. Il se base sur un exercice similaire réalisé antérieurement sur le secteur de la comptabilité.
- ❑ Le *Groupe de travail des règles de l'AGCS* s'efforce d'élaborer des règles concernant les mesures de sauvegarde, les subventions et les marchés publics de services.

Ces négociations sont censées promouvoir un processus de libéralisation respectant « les objectifs de politique nationale et le niveau de développement des différents membres... Une flexibilité appropriée sera ménagée aux différents pays en développement membres pour qu'ils puissent ouvrir moins de secteurs, libéraliser moins de types de transactions, élargir progressivement l'accès à leurs marchés en fonction de la situation de leur développement... »⁴⁶

❑ *Position des pays en développement*

Malgré les disparités des situations concrètes, les pays en développement ont réussi à s'entendre sur des revendications communes dans la négociation sur les services.⁴⁷ Leur capacité d'exportation restreinte et leurs difficultés d'accès aux marchés entraînent une répartition inégale des avantages découlant de la mise en œuvre de l'AGCS. Les lignes directrices et les procédures de la négociation sur les services devraient tenir compte de ce déséquilibre. Les pays développés sont invités à :

44. Cf. AGCS, Annexe sur les exemptions des obligations énoncées à l'article 2. La durée maximale des exemptions accordées au moment de la création de l'OMC était en principe de dix ans.

45. La République dominicaine, le Salvador et le Honduras.

46. AGCS, article 19, alinéa 2.

47. MASHAYEKHI M., « GATS 2000 : Progressive Liberalization », in : UNCTAD, *A Positive Agenda for Developing Countries : Issues for Future Trade Negotiations*. New York and Geneva, United Nations, 2000, pp. 169-191.

- ❑ ouvrir leurs marchés aux services que les pays en développement offrent dans les domaines du tourisme, des transports, de la construction, de l'informatique, etc. ;
- ❑ faciliter la présence commerciale des entreprises du Sud et faciliter les déplacements de personnes physiques (consultants par exemple) ;
- ❑ tenir compte des engagements déjà pris par les pays en développement lors de la signature des protocoles sur les services financiers et sur les télécommunications de base ;
- ❑ tenir compte des mesures autonomes de libéralisation prises par les pays en développement (par exemple dans le cadre des réformes économiques) ;
- ❑ financer le renforcement de la production de services dans les pays en développement, faciliter l'accès aux nouvelles technologies et favoriser l'expansion des circuits de distribution.

❑ *Position des organisations non gouvernementales suisses*

La *Coordination Suisse – OMC* pour un commerce mondial équitable⁴⁸ exige que la libéralisation du commerce des services se réalise de façon *progressive*, compte tenu de la situation particulière de chaque pays et de son niveau de développement. Ce faisant, elle se fonde sur les dispositions de l'AGCS. Elle rappelle aussi que les lignes directrices de chaque nouvelle série de négociations et les procédures doivent être établies sur la base d'une *évaluation globale et sectorielle* du commerce des services. Cet examen doit précéder de nouveaux pas sur la voie de la libéralisation.

La coordination exige aussi le maintien de la structure de l'AGCS. Les *exemptions de la clause de la nation la plus favorisée* doivent pouvoir subsister au-delà du délai de dix ans fixé dans l'accord. En cas de difficultés graves dues à l'utilisation massive de services étrangers, un pays doit pouvoir protéger les fournisseurs nationaux grâce à une *clause de sauvegarde*.

Les négociations risquent, selon la coordination, de porter également sur des *services publics*, dans les domaines de la sécurité sociale, de la santé, de la formation et de la culture. La Suisse ne doit pas prendre d'engagement dans ce domaine. Elle ne doit rien exiger non plus de la part des pays en développement.

La question des investissements directs étrangers est du ressort des Nations Unies. Les négociations sur les services ne doivent pas préparer un *accord sur les investissements* dans le cadre de l'OMC.

Constatant le manque de cohérence des pays industrialisés qui prônent la libre circulation des capitaux tandis qu'ils refusent celle des travailleurs, la coordination demande à la Confédération d'ouvrir davantage les frontières aux personnes fournissant un *service temporaire* sur son territoire dans le respect des conditions sociales et salariales en vigueur.

Enfin, la Confédération doit *informer et consulter* l'opinion publique suisse, les mouvements citoyens et les ONG du déroulement des négociations et de la position de la Suisse.

48. Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000.

Services: quelques définitions

AGCS:

Accord général sur le commerce des services.

Engagements spécifiques:

Engagements d'un membre de l'OMC concernant l'accès au marché et le traitement national.

Listes nationales:

Equivalent des listes tarifaires annexées à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) définissant les engagements acceptés, volontairement ou par voie de négociation, par les membres de l'OMC.

Modes de fourniture:

Façon dont les services faisant l'objet d'échanges internationaux sont fournis ou consommés.

Mode 1: fourniture transfrontière

Mode 2: consommation à l'étranger

Mode 3: présence commerciale à l'étranger

Mode 4: mouvement des personnes physiques

NPF:

Traitement de la nation la plus favorisée: principe qui fait obligation à un pays de ne pas faire de discrimination entre ses partenaires commerciaux.

Présence commerciale:

Fait d'avoir un bureau, une filiale ou une succursale dans un pays étranger.

Protocoles:

Accords additionnels annexés à l'AGCS après son entrée en vigueur.

Traitement national:

Principe qui fait obligation à un pays d'accorder aux autres le même traitement qu'à ses propres ressortissants.

Source: *Libreville 2000: Réunion des ministres africains chargés du commerce*, 13-15 novembre 2000. Documentation diffusée par le Centre du commerce et du développement de la Banque mondiale et de l'OMC. Notes d'information: Glossaire du dossier de presse. <http://www.itd.org/libreville/libreville.htm>

2.5. NÉGOCIATIONS SUR LES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En 2000, le Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)⁴⁹ a examiné la mise en œuvre de l'accord et discuté de la révision de certaines dispositions. Les travaux se sont poursuivis conformément à ce qu'il est convenu d'appeler le « programme incorporé » de l'OMC.⁵⁰ Concernant l'Accord sur les ADPIC, ce programme comporte notamment les démarches suivantes :

- premier examen bisannuel de la mise en œuvre de l'accord,
- poursuite des pourparlers concernant la brevetabilité des inventions portant sur les végétaux et les animaux,
- examen de l'application des dispositions relatives à la protection des indications géographiques et ouverture de négociations concernant les vins et les spiritueux.

49. Trade-related aspects of intellectual property rights (TRIPs).

50. Voir définition dans la section 2, au début de la rubrique « Activités de l'OMC en 2000 ».

❑ *La protection des droits de propriété intellectuelle*⁵¹

Une part croissante de la valeur des produits provient des investissements en recherche et développement. Ces coûts s'amortissent grâce aux bénéfices retirés au moment de la commercialisation. Les entreprises ont obtenu le droit de s'opposer à ce que des concurrents utilisent leurs inventions sans autorisation et, le cas échéant, sans compensation financière. De plus en plus de législations nationales et des conventions internationales protègent la propriété intellectuelle.

Cependant, les pays industrialisés ont fait valoir au cours du Cycle d'Uruguay que dans plusieurs domaines et dans certaines régions du monde, les normes de protection de la propriété intellectuelle étaient insuffisantes. Surtout, elles n'étaient pas assez contraignantes. Pour remédier à ces lacunes, ils ont proposé de doter le système commercial multilatéral de l'Accord sur les ADPIC.

Pour la plupart des pays en développement, cette proposition comportait plus d'inconvénients que d'avantages. De plus, certains la jugeaient inéquitable, parce qu'elle privilégie à leur avis les détenteurs de droits de propriété intellectuelle par rapport aux utilisateurs.⁵² En outre, la promulgation des législations et l'adaptation des institutions nécessaires à cette protection sont coûteuses. Les pays en développement ont néanmoins accepté la proposition des pays industrialisés en échange de concessions sur d'autres points, ainsi que de l'acceptation du principe du traitement spécial et différencié.

❑ *Contenu de l'Accord sur les ADPIC*

La première partie de l'accord met l'accent sur la non-discrimination basée sur l'égalité de traitement entre les ressortissants et les étrangers (traitement national) et l'égalité de traitement pour les ressortissants de tous les pays membres de l'OMC (clause de la nation la plus favorisée).

Les différentes catégories de droits de propriété intellectuelle sont mentionnés dans la deuxième partie de l'accord : droits d'auteur, marques de fabrique ou de commerce, indications géographiques, dessins et modèles industriels, brevets, schémas de configuration de circuits intégrés et renseignements non divulgués. Ces catégories correspondent aux dispositions des principaux accords gérés par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) : les Convention de Paris sur la propriété industrielle (1883) et Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886).

L'accord indique aussi les moyens de faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Les pays membres doivent intégrer ces dispositions dans leur législation nationale et adapter leurs pratiques en conséquence. Les pays développés ont eu un délai d'un an pour le faire. Les pays en développement disposaient de cinq ans (dix ans pour certaines dispositions concernant les brevets) et les pays les moins avancés de onze ans. L'OMC et l'OMPI fournissent une assistance

51. Le lecteur trouvera l'expression de différents points de vue sur la question dans le dossier « Propriété intellectuelle : Quels enjeux pour les pays en développement ? ». *Annuaire Suisse – Tiers Monde* 1998, Genève, IUED, avril 1998, pp. 7-116.

52. *The WTO Multilateral Trade Agenda and the South*. Geneva, The South Centre, December 1998, p. 48.

technique conjointe dans ce but.⁵³ L'accord prévoit le recours au mécanisme de règlement des différends en cas de conflit entre gouvernements.

□ *Examen de la mise en œuvre de l'accord*

Le premier examen bisannuel est en cours, conformément à l'article 71, alinéa 1 de l'accord. Les pays membres ne sont pas d'accord sur l'interprétation de cet article. Les pays développés exigent que l'examen porte essentiellement sur la mise en conformité des législations et des pratiques nationales.⁵⁴ Ils visent ainsi la majorité des pays en développement qui ne l'ont pas encore faite, malgré l'échéance du délai fixé dans l'accord (1^{er} janvier 2000). Les Etats-Unis ont déjà annoncé qu'ils interviendraient dans le cadre du mécanisme de règlement de différends contre les pays dont les retards leur causent un préjudice.⁵⁵

Les pays en développement⁵⁶ veulent d'abord vérifier si l'objectif fixé à l'article 7 a été atteint, à savoir: «La protection et le respect des droits de propriété intellectuelle devraient contribuer à la promotion de l'innovation technologique et au transfert (...) de la technologie, à l'avantage mutuel de ceux qui génèrent et de ceux qui utilisent des connaissances techniques et d'une manière propice au bien-être social et économique, et à assurer un équilibre de droits et d'obligations.»

Le Conseil des ADPIC a demandé aux membres de faire des propositions concernant la procédure d'examen de la mise en œuvre jusqu'à fin février 2001.⁵⁷ Pour sortir de cet imbroglio, les membres du conseil pourraient négocier une extension de la période de transition dont bénéficiaient les pays en développement. Sans aller jusque-là, ils pourraient suspendre la procédure de règlement des différends concernant les questions de mise en conformité des législations nationales avec l'Accord sur les ADPIC.⁵⁸ Les ONG suisses défendent ces positions.⁵⁹

□ *La brevetabilité des inventions portant sur les végétaux et les animaux*

En 1999, le Conseil des ADPIC a commencé, comme prévu par l'accord, le réexamen de l'article 27, alinéa 3. La discussion porte essentiellement sur la lettre b de cet alinéa.

D'après l'article 27, les inventions doivent pouvoir être protégées par des brevets pendant au moins vingt ans. La législation doit accorder cette protection

53. <http://www.wto.org> Consulter les liens avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle: WTO-WIPO Joint Technical Cooperation Initiative.

54. Position défendue notamment par l'Australie au cours de la session du Conseil des ADPIC fin novembre 2000. *Bridges Weekly Trade News Digest*, 5.12.2000, p. 3.

55. CORREA C. «Reviewing the TRIPs Agreement», in: UNCTAD, *A Positive Agenda for Developing Countries: Issues for Future Trade Negotiations*. New York and Geneva, United Nations, 2000, pp. 224.

56. *Bridges Weekly Trade News Digest*, 5.12.2000, p. 3. Position défendue notamment par l'Inde.

57. *Idem*.

58. CORREA C. «Reviewing the TRIPs Agreement», in: UNCTAD, *A Positive Agenda for Developing Countries: Issues for Future Trade Negotiations*. New York and Geneva, United Nations, 2000, pp. 224.

59. Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses, OMC: Accord sur la propriété intellectuelle. *Fact sheet*, p. 3. Coordination Suisse – OMC, Prise de position sur l'accord TRIPs. Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000, point 2.2.

pour les produits et pour les procédés. Les autorités peuvent refuser de breveter des inventions dont l'exploitation commerciale est interdite pour des raisons d'ordre public ou de moralité. Ils peuvent aussi exclure les méthodes diagnostiques, thérapeutiques et chirurgicales. De même, les autorités peuvent exclure (selon l'alinéa 3, lettre b) les inventions portant sur les végétaux, les animaux et les procédés essentiellement biologiques d'obtention de végétaux ou d'animaux. Les micro-organismes et les procédés non biologiques et microbiologiques doivent pouvoir être brevetés. Toutefois, les pays membres doivent protéger les variétés végétales par des moyens appropriés : des brevets, un système efficace créé spécifiquement dans ce but (*sui generis*) ou une combinaison de ces deux moyens.

Le débat au sein de l'OMC et dans l'opinion publique porte sur les différentes formes de protection des inventions, la brevetabilité du vivant, la protection des savoirs traditionnels et des droits communautaires, ainsi que sur les liens entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique.

Depuis juillet 1999, les pays en développement ont fait une douzaine de propositions visant à réformer l'Accord ADPIC. Le groupe africain a fait une intervention très remarquée concernant l'article 27.3.b. Il a proposé la révision complète de cette disposition et, en attendant, la prorogation du délai de mise en œuvre. Le groupe africain est favorable à l'interdiction des brevets sur les vivants.⁶⁰

Les ONG suisses soutiennent cette démarche.⁶¹ Les pays du Sud doivent rester libres d'adopter des démarches autonomes différentes (*sui generis*). Les gouvernements doivent reconnaître les communautés locales pour leur contribution à la biodiversité et admettre un partage juste des avantages de l'utilisation des ressources génétiques (« droits des paysans »). La reproduction et l'échange des semences d'une variété protégée doivent être garantis (« privilège des paysans »).⁶²

□ La protection des indications géographiques

Les indications géographiques sont des noms de lieu (ou des mots associés à un lieu) utilisés pour identifier des produits qui ont une qualité ou une réputation déterminée parce qu'ils proviennent de ce lieu (cf. articles 22 à 24 de l'accord). Le Conseil des ADPIC a entrepris des négociations conformément à l'accord sur l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins et les spiritueux, ainsi que sur la protection accrue des indications géographiques particulières.

Plusieurs pays ont proposé d'étendre ce niveau plus élevé de protection à d'autres marchandises, notamment à des produits de l'artisanat, de l'agriculture et à certaines boissons. La Confédération estime que l'extension de la gamme

60. Genetic Resources Action International (GRAIN), « Pays en développement et ADPIC: Plaidoyer pour un réexamen intégral de l'article 27.3.b », *Passerelles*, avril-mai 2000, pp.8, 9 et 22.

61. Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses, OMC: Accord sur la propriété intellectuelle. *Fact sheet*, 3 p. Coordination Suisse – OMC, Prise de position sur l'accord TRIPs. Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000, 5 p. « Kein geistiges Eigentum auf Leben im Rahmen der WTO », *Dokument*, Nr. 3, November 2000, pp. 15-18.

62. « Les revendications de la Communauté de travail », OMC: Accord sur la propriété intellectuelle. *Fact sheet*, p. 3.

des produits fait partie intégrante du programme incorporé de l'Accord sur les ADPIC.⁶³ La Coordination Suisse-OMC soutient aussi cette position.⁶⁴

2.6. EXAMEN DE LA POLITIQUE COMMERCIALE DE LA SUISSE

L'OMC procède périodiquement à un examen de la politique commerciale de ses membres (voir encadré). Le dernier examen de la Suisse s'est déroulé les 4 et 6 décembre 2000, sous la présidence de l'ambassadeur Iftekhar Ahmed Chowdhury (Bangladesh).⁶⁵ La délégation suisse était conduite par l'ambassadeur Luzius Wasescha, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux.

■ **ASTM 1997**, sous-chapitre 2.2, « Examen de la politique commerciale de la Suisse » pp. 48-49.

Les participants se sont réjouis de la reprise de l'économie suisse, qui s'est clairement manifestée à partir de 1997. A leur avis, la « bonne performance » de la Suisse résulte de politiques macro-économiques saines et des réformes structurelles. Ces politiques ont permis d'améliorer l'allocation des ressources et l'exploitation des avantages comparatifs. Les exportations ont joué un rôle moteur grâce aux efforts de la Suisse et à la libéralisation continue des échanges mondiaux.⁶⁶ « Toutefois, les réformes restent hésitantes dans certains secteurs hautement protégés, principalement l'agriculture. Une libéralisation plus poussée dans ces secteurs permettrait de renforcer le cadre concurrentiel et favoriserait l'abaissement des prix intérieurs. »⁶⁷

□ *Le cadre institutionnel*

Dans sa déclaration de politique générale, la Suisse a souligné l'importance du système commercial multilatéral pour une économie de taille moyenne. Elle souhaite l'ouverture d'un cycle de négociations avec un programme assez large pour satisfaire l'ensemble des membres de l'OMC.⁶⁸ Les accords bilatéraux conclus par l'Association européenne de libre-échange (AELE) avec un certain nombre de pays ont pour but d'éviter des détournements de trafic résultant de la participation des partenaires commerciaux à des accords régionaux.⁶⁹

63. Communication de la Bulgarie, de l'Inde, de l'Islande, du Liechtenstein, de la République tchèque, de la Slovaquie, de Sri Lanka, de la Suisse et de la Turquie. OMC, Conseil des ADPIC, 18.9.2000, 5 p. IP/C/W/204.

64. Prise de position sur l'Accord TRIPS, Berne, *Conférence de presse*, 12.10.2000, point 2.2.

65. Les membres d'unions douanières ou monétaires étant traités ensemble, cet examen a porté sur la Suisse et le Liechtenstein. Cf. Seco, « Examen de la politique commerciale de la Suisse », *Communiqué de presse*, 6.12.2000. L'examen précédent de la Suisse avait eu lieu en 1996 (cf. ASTM 1997, pp. 48-49).

66. WTO, Trade Policy Review Body, *Joint Trade Policy Review of Switzerland and Liechtenstein*, Concluding Remarks by the Chairperson, 6.12.2000, p. 1.

67. OMC, *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein*. Rapport du secrétariat, 6.11.2000, p. xiii. La citation figure aussi dans « L'OMC montre du doigt la politique agricole suisse. » *Le Temps*, 7.12.2000.

68. OMC, *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein*. Rapport du Gouvernement suisse, 6.11.2000, pp. 10-12.

69. *Idem*, pp. 8-9. A fin 2000, l'AELE avait déjà conclu une quinzaine d'accords de libre-échange avec des pays d'Europe de l'Est et du Sud-Est, des pays méditerranéens et le Mexique. D'autres accords sont à différents stades de discussion avec le Chili, le MERCOSUR, le Canada, l'Afrique du Sud et des pays asiatiques.

Des membres ont toutefois rappelé que de tels accords devaient respecter les principes de base de l'OMC. Mike Moore, directeur général de l'OMC, dit qu'en l'absence de progrès sensibles sur le plan multilatéral, on pouvait craindre un retour au bilatéralisme. Selon un communiqué de l'Agence télégraphique suisse, ces paroles constituaient une mise en garde visant notamment la Suisse.⁷⁰

❑ *Instruments de la politique commerciale*

Le tarif douanier représente le principal instrument de la politique commerciale de la Suisse. Il est entièrement constitué de droits spécifiques.⁷¹ Les différents cycles de négociations commerciales multilatérales, en dernier lieu le Cycle d'Uruguay, ont entraîné une baisse considérable des droits de douane. La protection tarifaire globale, mesurée en équivalents *ad valorem*, s'établit actuellement à 9 % (moyenne arithmétique) de la valeur des produits dont l'importation n'est pas facilitée par un accord de libre-échange ou par des préférences tarifaires.

Certains droits sont nuls (produits pétroliers notamment, soumis toutefois à la taxe intérieure sur les carburants) ou faibles (intrants destinés à l'industrie de transformation). Des droits très élevés, voire prohibitifs, frappent par contre les produits agricoles destinés à la consommation et en concurrence avec des produits suisses. Le rapport de l'OMC cite des taux (hors contingent tarifaire) de plus de 400 %.⁷² D'autre part, les taux consolidés de certains produits agricoles sont relativement élevés et laissent une marge de manœuvre excessive au gouvernement. Dans ces cas, la possibilité d'augmenter sensiblement les taux effectifs réduit la prévisibilité du tarif douanier. Appuyant les recommandations du Secrétariat de l'OMC, des membres ont souhaité que la Suisse réduise les pics tarifaires, simplifie le système douanier et institue des droits *ad valorem*.

❑ *La politique commerciale sectorielle*

Sur le marché intérieur, la concurrence est souvent limitée par des positions monopolistiques ou par des droits exclusifs, en particulier dans le secteur des services. Beaucoup de membres ont soutenu les critiques du secrétariat concernant les lacunes du droit suisse de la concurrence.⁷³

Les critiques les plus sévères ont trait à la politique agricole. Malgré les réformes engagées en 1993 et poursuivies dans le cadre de la *Politique agricole 2002*, l'agriculture est encore hautement protégée. En Suisse, le soutien de l'Etat représenterait près des trois quarts des recettes agricoles brutes, une proportion bien supérieure à la moyenne de 40 % constatée dans les pays de l'OCDE.⁷⁴ D'autre part, les droits de douane s'élèvent en moyenne (arithmé-

70. «Le patron de l'OMC s'inquiète des accords conclus par la Suisse.» *Le Temps*, 8.12.2000.

71. Les *droits spécifiques* sont calculés sur la base des quantités physiques de marchandises (nombre d'unités, poids ou masse). La plupart des pays du monde appliquent aujourd'hui des droits *ad valorem*.

72. OMC, *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein*. Rapport du secrétariat, 6.11.2000, pp. ix et 37. Ces droits très élevés visent des importations de viande et d'abats comestibles, de produits laitiers et de plantes vivantes, ainsi que de légumes, racines et tubercules alimentaires comme les laitues, chicorées, carottes et céleris.

73. Ces critiques rejoignent les analyses publiées par l'OCDE en décembre 2000 dans son rapport sur la situation économique en Suisse. «Pour l'OCDE, l'économie suisse n'est pas assez libérale», *Le Temps*, 15.12.2000.

74. OMC, *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein*. Rapport du secrétariat, 6.11.2000, p. 74. Les chiffres proviennent de l'OCDE, *Etude économique de la Suisse*, Paris, 1999.

tique) à 34 % de la valeur des produits agricoles, soit presque quatre fois la moyenne générale susmentionnée de 9 %.

Au cours de l'examen, de nombreux membres ont appuyé ces critiques. Pour atteindre des objectifs non commerciaux légitimes, la Suisse devrait seulement utiliser des instruments qui ne créent pas de distorsions au niveau de la production et des échanges.⁷⁵ L'ambassadeur Luzius Wasescha, délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux, a répondu aux critiques. Il a déclaré, entre autres, que la Suisse fera des concessions concernant l'ouverture de son marché agricole dans le cadre du nouveau cycle de négociations multilatérales. La Suisse est aussi prête à poursuivre la réduction des subventions aux exportations agricoles.⁷⁶

Le mécanisme d'examen des politiques commerciales (MEPC)

Le MEPC fait partie des Accords de l'OMC. Il a pour but d'améliorer la transparence des politiques commerciales grâce à un suivi régulier, de permettre une évaluation multilatérale des effets des politiques nationales sur le système commercial mondial, de favoriser le respect des règles de l'OMC et la mise en œuvre des engagements pris par les membres.

Les examens portent sur l'évolution de l'économie dans le contexte mondial, le cadre institutionnel, les instruments de la politique commerciale et la politique commerciale sectorielle.

L'importance du commerce extérieur des pays membres détermine la fréquence des examens : tous les deux, quatre ou six ans (avec la possibilité d'un intervalle plus long pour les pays les moins avancés).

Les examens se déroulent dans le cadre du Conseil général de l'OMC qui siège en tant qu'Organe d'examen des politiques commerciales (OEPC).

Les participants reçoivent deux documents : un rapport détaillé élaboré de manière indépendante par le Secrétariat de l'OMC et une déclaration de politique générale présentée par le gouvernement concerné. Après l'examen, l'OMC publie les deux rapports, le compte rendu des débats et les conclusions du président de l'OEPC.

Sources : OMC, *Un commerce ouvert sur l'avenir*, 2^e édition révisée, juillet 2000, p. 37 et fiche d'information sur l'OEPC.

Selon le rapport du Secrétariat de l'OMC, la libéralisation des secteurs hautement protégés, de l'agriculture en particulier, renforcerait la concurrence et entraînerait la baisse des prix intérieurs. Des chiffres publiés peu avant l'examen de la Suisse par l'Office fédéral de l'agriculture et par l'Office fédéral de la statistique révèlent toutefois une situation plus complexe.⁷⁷ Les prix à la production ont baissé de 23 % par rapport au début des années 90, mais les consommateurs n'en ont pas bénéficié. Bien au contraire, ils ont subi une hausse moyenne de 4 %. La part des producteurs dans les prix de détail est tombée de 37 à 24 %. Les marges commerciales ont gonflé. Le manque de concurrence dénoncé à la fois par l'OMC et l'OCDE a principalement profité aux intermédiaires.

75. WTO, Trade Policy Review Body, *Joint Trade Policy Review of Switzerland and Liechtenstein*, Concluding Remarks by the Chairperson, 6.12.2000, pp. 1-2.

76. « L'OMC montre du doigt la politique agricole suisse. » *Le Temps*, 7.12.2000.

77. *Rapport agricole 2000 et Reflets statistiques de l'agriculture suisse*, Berne, novembre 2000. Ces deux publications sont mentionnées dans « L'agriculture est devenue plus compétitive sans que les consommateurs en profitent », *Le Temps*, 22.11.2000.

Les producteurs n'ont pas manqué de le rappeler. John Dupraz, agriculteur genevois et conseiller national radical, estime que la politique agricole suisse respecte clairement le cadre défini dans les accords multilatéraux de Marrakech. Il faut geler temporairement la libéralisation du marché agricole, car les paysans suisses sont financièrement à la limite des concessions qu'ils peuvent faire. Un arrêt du processus permettra d'analyser les effets de la libéralisation et de réfléchir plus en profondeur sur le rôle multifonctionnel de l'agriculture.⁷⁸

2.7. LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT (CNUCED)

La 10^e session de la CNUCED s'est tenue du 12 au 19 février 2000 à Bangkok (Thaïlande). Contrairement à l'OMC qui établit des règles et leurs modalités d'application en matière de commerce international, la CNUCED n'a pas le pouvoir de prendre des décisions contraignantes.

Créée en 1964 en tant que mécanisme intergouvernemental permanent, la CNUCED est le principal organe de l'ONU dans le domaine du commerce et du développement. Elle aide les pays du Tiers Monde à tirer le meilleur parti des possibilités de commerce, d'investissement et de développement qui s'offrent à eux, à faire face aux problèmes découlant de la mondialisation et à s'intégrer de façon équitable dans l'économie mondiale. Elle se réunit tous les quatre ans sur un continent différent.⁷⁹

La Conférence de Bangkok a bénéficié d'une organisation minutieuse. Le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a fait office de comité préparatoire. En février 1999, il a approuvé la question de fond qui devait figurer à l'ordre du jour: «Stratégies de développement dans un monde de plus en plus interdépendant: appliquer les leçons du passé pour faire de la mondialisation un instrument efficace au service du développement de tous les pays et de tous les individus». En adoptant ce thème, le conseil a noté que les effets de la mondialisation «sont mitigés» et que celle-ci ne réduit pas les disparités économiques entre les pays.⁸⁰ D'autre part, Rubens Ricupero, secrétaire général de la CNUCED, a appelé les hommes et les femmes de tous les pays et de toutes conditions à participer à la rédaction du *Cahier d'espérance*.⁸¹

Comme lors des conférences précédentes, les pays en développement se sont réunis, à l'échelon ministériel, dans différentes régions du monde afin d'harmoniser leurs positions. En septembre 1999, ils ont tenu la Réunion ministérielle du *Groupe des 77* (soit 133 pays en développement) et la Chine, à Marrakech

78. «L'OMC montre du doigt la politique agricole suisse.» *Le Temps*, 7.12.2000.

79. CNUCED, *Un partenariat pour la croissance et le développement*. Genève, CNUCED, Service des relations extérieures, 1998, p. 1. La CNUCED comptait 190 Etats membres au moment de sa 10^e session. Ses fonctionnaires (environ 400) font partie du Secrétariat de l'ONU. Le budget annuel de fonctionnement s'élève à 50 millions de dollars. Les activités de coopération technique chiffrées à 24 millions de dollars sont financées par des ressources extrabudgétaires.

80. «Point culminant du processus préparatoire intergouvernemental», Genève, CNUCED, *Communiqué de presse*, 14.1.2000, p. 2.

81. Chacun pouvait adresser un court texte à la CNUCED par e-mail, par fax ou par la poste. RICUPERO, R., «Après les Cahiers de doléances, écrivons les Cahiers d'espérance», *Le Temps*, 24.11.1999.

(Maroc). Les pays développés ont également préparé leurs positions. L'Union européenne a adopté des lignes directrices en octobre 1999. En janvier 2000, le Seco a annoncé les objectifs de la participation de la Suisse: «A Bangkok, la Suisse s'engagera pour que la CNUCED X reste un forum ouvert et critique pour toutes les questions relatives au commerce, à l'investissement et au développement. L'intégration des pays en développement et des pays en transition doit, comme jusqu'à présent, rester l'objectif premier de cette organisation. A l'avenir, les activités [...] devront dûment tenir compte des discussions tenues à l'OMC et des impératifs liés au développement durable. La Suisse insistera également pour une plus grande transparence et une meilleure politique d'information.»⁸²

La 10^e session de Bangkok a rassemblé quelque 3000 participants: ministres et hauts fonctionnaires, représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et d'autres segments de la société civile, notamment des milieux universitaires et privés. Cependant, alors que les pays en développement étaient souvent représentés par des chefs d'Etat, les pays riches ont montré un relatif désintérêt par un niveau de participation modeste.⁸³

La conférence a adopté la *Déclaration de Bangkok pour un dialogue mondial et un engagement dynamique*.⁸⁴ Le projet de texte avait été rédigé par le secrétaire général de la CNUCED sur la base des positions présentées avant la session par les Etats membres, dont le Groupe des 77, et discutées par le Conseil du commerce et du développement. Il avait encore fait l'objet de négociations intenses à Bangkok. Dans une première partie intitulée «Le contexte», la déclaration reconnaît que la globalisation a accru la prospérité générale et créé de nouvelles opportunités, mais les asymétries et les déséquilibres de l'économie mondiale se sont accentués. Le nombre de pauvres a augmenté. Sous l'en-tête «Un nouveau commencement», la conférence rappelle les revendications du Sud et trace quelques lignes directrices: accroître la cohérence des politiques tant au niveau national qu'international, rendre plus équitables et démocratiques les processus de décision dans les enceintes économiques multilatérales, mieux tenir compte de la dimension du développement dans la libéralisation des marchés et renforcer le traitement spécial et différencié des pays en développement. Enfin, sous «Un dialogue ouvert et un plein engagement», la déclaration rappelle que la CNUCED est la principale institution du système des Nations Unies pour le traitement intégré du développement et des questions interdépendantes dans les domaines du commerce, du financement, de l'investissement, de la technologie et du développement durable. La déclaration conclut que la conférence a proposé des solutions pratiques et constructives visant à corriger les déséquilibres, atténuer la pauvreté, protéger l'environnement et créer un système mondial plus juste.

Le plan d'action⁸⁵ de Bangkok s'inspire largement de la proposition faite par le Groupe des 77 à Marrakech en septembre 1999, mais il est plus modéré. Ce texte d'une quarantaine de pages comprend deux chapitres. Le premier évalue les effets de la mondialisation sur le développement, ainsi que les grandes initiatives

82. «Participation de la Suisse à la CNUCED X», Berne, Seco, *Communiqué de presse*, 19.1.2000.

83. «CNUCED: Les pays pauvres font entendre leur voix à Bangkok», *L'Agefi*, 15.2.2000.

84. CNUCED, *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement sur sa 10^e session tenue à Bangkok (Thaïlande) du 12 au 19.2.2000*. Genève, Nations Unies, 21.9.2000, pp. 6-9.

85. *Idem*, pp. 10-53.

internationales (Cycle d'Uruguay, appuis aux PMA et à l'Afrique, allègement de la dette, etc.) et recommande des mesures pour mieux intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale. Le second chapitre définit le programme de travail de la CNUCED dans les domaines suivants : mondialisation, investissements et transfert de technologies, commerce international, infrastructure des services pour le développement et efficacité commerciale, pays les moins avancés et coopération technique.

La délégation suisse à la conférence était dirigée par le secrétaire d'Etat David Syz, directeur du Seco.⁸⁶ Elle a tiré un bilan modérément positif de la CNUCED X, compte tenu de l'échec de Seattle. A son avis, la conférence a clarifié le débat et restauré un climat de dialogue. Les points suivants de la Déclaration de Bangkok sont particulièrement appréciés par la Suisse : la volonté générale de s'intégrer dans le système mondial, l'unanimité concernant la nécessité de prendre des mesures spécifiques en faveur des pays en développement, en particulier les moins avancés, la recherche d'une meilleure cohérence des politiques et la coordination des actions multilatérales. La délégation suisse aurait cependant souhaité que la conférence crée un dispositif de suivi du programme de travail de la CNUCED plus efficace.

SOURCES

Bridges Between Trade and Sustainable Development. Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), mensuel.

BRIDGES Weekly Trade News Digest (bridges@iatp.org) diffusé par l'Institute of Agriculture and Trade Policy (IATP), Minneapolis, USA.

CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*. New York et Genève, Nations Unies, annuel.

Conseil fédéral, « Rapport sur la politique économique extérieure », *Feuille fédérale*, annuel.

GEORGE S., « Seattle : le tournant. Comment l'OMC fut mise en échec. » *Le Monde diplomatique*, janvier 2000, pp. 4-5.

KEIM N., « WTO Summit in Seattle : Victory for Some, Defeat for Others ? » ; NIGGLI P., « Post-Seattle : Whither Now ? ». *Swiss Coalition News*, No. 22, January 2000, pp. 12-14.

Libreville 2000 : Réunion des ministres africains chargés du commerce, 13-15 novembre 2000. Documentation diffusée par le Centre du commerce et du développement de la Banque mondiale et de l'OMC. <http://www.itd.org/libreville/libreville.htm>

Organisation mondiale du commerce, *Examen des politiques commerciales. Suisse et Liechtenstein*. Genève, OMC, Organe d'examen des politiques commerciales, 6 novembre 2000.

- *Rapport du secrétariat*, 150 p. WT/TPR/S/77

- *Rapport du Gouvernement suisse*, 12 p. WT/TPR/G/77/CHE

Document complet, comprenant le compte rendu des séances, à paraître en 2001.

Organisation mondiale du commerce, *Focus OMC, Bulletin d'information*. Genève, OMC, mensuel.

Organisation mondiale du commerce, *Rapport annuel*. Genève, OMC.

Organisation mondiale du commerce, *Statistiques du commerce international*. Genève, OMC, annuel.

Organisation mondiale du commerce, *The WTO Agreements Series* (en cours d'édition).

Organisation mondiale du commerce, *Un commerce ouvert sur l'avenir*. Genève, OMC, 2^e édition révisée, juillet 2000, 68 p.

Résultats des négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay. Textes juridiques. Genève, GATT, 1994, 591 p.

86. « Participation de la Suisse à la CNUCED X ». Berne, Seco, *Communiqué de presse*, 19.1.2000.

« La Suisse s'engagera contre la corruption à Bangkok », *Le Courrier, La Liberté*, 10.2.2000.

Passerelles entre le commerce et le développement durable, Dakar, ENDA Tiers Monde/Genève, Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD), bimestriel.

Schweizer Koordination gerechter Welthandel, Die laufenden Sektorverhandlungen der WTO: Welche Lehren sollte die Schweiz aus Seattle ziehen? *Dokument*, Arbeitsgemeinschaft Swissaid/Fastenopfer/Brot für alle/Helvetas/Caritas, Bern, Nr. 3, November 2000, 40 p.

UNCTAD, *A Positive Agenda for Developing Countries: Issues for Future Trade Negotiations*. New York and Geneva, United Nations, 2000, 508 p.

INTERNET

Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI): <http://www.acici.org>

Centre international pour le commerce et le développement durable: <http://www.ictsd.org>

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement: <http://www.unctad.org>

Organisation mondiale du commerce: <http://www.wto.org>

Secrétariat d'Etat à l'économie: <http://www.seco-admin.ch>

Trade and Development Centre (World Bank and WTO): <http://www.itd.org>

ADRESSES UTILES

Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI)

9, rue de Varembe, case postale 156, 1211 Genève 20 / Tél. 022/910.31.50, fax 910.31.51

Centre international pour le commerce et le développement durable (CICDD)/International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD)

Chemin des Anémones 13, 1219 Genève / Tél. 022/917.84.92, fax 022/917.80.93

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

Palais des Nations, av. de la Paix 8-14, 1211 Genève 10 / Tél. 022/907.12.34, 022/917.12.34, fax 022/907 00 43

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Centre William-Rappard, rue de Lausanne 154, 1211 Genève 21

Tél. 022/739.51.11, fax 022/739.54.58

Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)

Palais fédéral Est, 3003 Berne

Tél. 031/322.56.56, fax 031/322.56.00